

Fonctionnaires : une victoire à la Pyrrhus ?

Posté le : 11 septembre 2012 11:49 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Crise systémique, Attitudes, Analyse sectorielle, Economie et politique

L'énarchie compassionnelle dirige la France depuis Chaban-Delmas et sa nouvelle société, façon Delors. La crise de 1974 a liquidé les anciennes équipes gaullistes et Giscard est venu : la gauche n'avait plus le monopole du cœur. On eut droit à un septennat fiscal. La crise du début des années 80 balaira Giscard et nous vîmes arriver les joueurs de flutes socialistes qui asphyxièrent l'économie à force de mesures fiscales et d'étouffement économique. Après que l'énarque Rocard eût fini de gaspiller tous les bénéfices du cycle haut de conjoncture de la fin des années 80, il fallut faire face à la crise sévère de 92-93. Les socialistes furent balayés et Juppé vint qui assomma la France d'un violent coup de massue fiscale, parvenant à créer en 1996 une récession sui generis. Nous eûmes alors Jospin qui comme Rocard gaspillera tous les bénéfices de la phase de haute conjoncture de la fin des années 90. Il sera balayé par la crise du début des années 2000 laissant la France totalement engluée dans des prélèvements phénoménaux et déclassés dans la compétition mondiale par l'hyper réglementation du marché du travail et les 35 heures. Nous eûmes alors la gestion prudente de Chirac, avec des réformes homéopathiques puis la promesse de rupture de Sarkozy. La promesse ne sera pas tenue et le coup de balai sera inévitable après que la crise ait de nouveau soufflé les braises du déclin français.

Voici venu le temps de l'énarque Hollande, qui se saisissant du gourdin de Juppé et dans la continuité de la politique initiée par Sarkozy vient d'asséner à nouveau un énorme coup de massue fiscale sur les Français. Aucun énarque ne voulant jamais s'attaquer à la muraille de Chine française, un secteur public hypertrophié qui asphyxie l'économie, ce Monsieur Hollande après quatre mois de villégiature heureuse, s'est décidé à en faire l'aveu public.

Frais et dispos il vient le 9 septembre 2012 d'expliquer que contrairement à ce qu'il avait pu laisser croire, la crise était sérieuse, qu'elle s'était même aggravée pendant qu'il prenait le soleil, que la disparition du diable Sarkozy et le détricotage de sa politique ne suffiraient peut être pas pour passer des "ténèbres à la lumière", que les "riches" ne pourraient pas tout payer et que son "sens des responsabilités" lui commandait de prélever 20 milliards de plus sur les Français, après les 8 milliards de juin. Il est vrai que les cadeaux au peuple pour se faire élire représentaient à peu près vingt milliards et qu'il y a sûrement un plaisir pervers à faire payer son élection aux électeurs.

Il annonça fièrement que le secteur public et sa dépense phénoménale, seraient intangibles. Nous aurons en 2013 la même dépense publique exactement qu'en 2012. Sarkozy par prudence électoraliste avait dit exactement la même chose un an plus tôt. La dépense publique est, en France, sanctuarisée. Elle l'a été sous tous les Présidents de la République successifs, sauf les gratouillis de la RGPP et le remplacement d'un fonctionnaire sur deux sous Sarkozy. On sait qu'il ne s'est agi que d'un très léger sillon. Les gains, presque infimes, seront redonnés à 60% non pas au pays mais au secteur public.

Toutes les gazettes ne cessent de rappeler que nous dépensons 600 milliards de plus que les Allemands, bien plus nombreux que nous. Attaquer ce monceau de gaspillages éhontés et de captations intéressées ? Vous n'y pensez pas ! Jamais le cynisme des hauts fonctionnaires n'a été aussi évident, aussi assumé, aussi contraire à l'intérêt national.

Alors on va assommer le reste des Français comme l'avait fait sans aucun scrupule M. Juppé après

la crise de 93.

Nous avons déjà évoqué sur ce blog le fait que quelques milliers de Français vont avoir la joie de voir leur revenu totalement confisqué, une pratique qui signe la mort du pacte républicain.

Signalons que désormais on va taxer des revenus qui n'existent pas. Montrons le sur un exemple :

Les intérêts du capital seront fiscalisés jusqu'à 45%. Seulement voilà : les intérêts actuellement servis sont inférieurs à l'inflation. Ils sont, au réel, négatifs. Ce n'est pas grave : on taxera le nominal comme si c'était une richesse réelle. La rentabilité du capital sera négative pour l'investisseur. Pour les "salauds de riches" on ajoutera l'ISF doublé. Cher capitaliste, n'oubliez pas d'investir : vous aurez une perte garantie de 2 à 3%, plus si la planche à billets de M. Draghi relance l'inflation. Heureux ?

Pendant ce temps là on empruntera l'argent libéralement mis à disposition des banques et des Etats par le Super-Mario de la BCE. La dépense publique sanctuarisée sera financée, n'en doutons pas, et les Allemands marginalisés. La déclaration de cet ancien de Goldman Sachs ne laisse aucun doute : on financera bien, contre la lettre des traités, les déficits publics. Nécessité fait loi.

Est-ce que les fonctionnaires sont gagnants dans l'opération ? Globalement leur emprise sur la société reste assurée mais individuellement, chacun d'entre eux est une cible fiscale de choix.

Les fonctionnaires ont obtenu un salaire moyen supérieur au reste des Français. Ils paient pratiquement tous l'impôt sur le revenu. La conjonction du maintien du niveau global de la dépense publique à sa valeur de l'année passée et du fait qu'on ne revalorise pas les seuils de l'IRPP progressif, fait que leur pouvoir d'achat baissera du montant de l'inflation et de l'effet de la progressivité. On laisse entendre qu'on ne fera pas jouer les mécanismes de progression plus ou moins automatique de la rémunération des fonctionnaires, glissement catégoriel, ancienneté, etc. C'est normal : compte tenu des augmentations de postes envisagées l'équation financière ne peut se résoudre en laissant jouer ces mécanismes.

A cela s'ajoute la CSG. On n'a pas dit de combien elle va augmenter : 2, 3, 5% ? Nul ne sait. Il faudra encore quelques mois pour que M. Hollande dise la vérité aux Français sur ce sujet.

On sait que cette politique dite "de redressement", pour ne pas dire de rigueur, va durer au moins jusqu'en 2014.

De 92 à 94, les fonctionnaires auront donc perdu entre 6 et 10% de leur pouvoir d'achat. Sans trop le dire.

En contrepartie on n'aura fait aucune réforme du secteur public.

En votant Hollande, les fonctionnaires ont organisé leur Fort-Chabrol. Derrière les murs, c'est la régression qui s'installe.

Entre 2009 et 2014, inclus, la population active des non fonctionnaires aura perdu, en moyenne, environ un cinquième de ses ressources. C'est que le chômage et les fermetures d'entreprises les concernent eux et que désormais c'est la Bérézina. Pendant qu'on augmente de plusieurs dizaines de milliers le nombre des emplois précaires publics, c'est par centaines de milliers qu'on aura compté les pertes d'emplois du secteur privé.

Des secteurs entiers de l'économie française voient leur chiffre d'affaire baisser dramatiquement. Ne parlons pas de l'immobilier, qui est désormais sinistré. De la construction automobile, qui est au désespoir. De la mécanique, qui s'effondre après s'être effritée. Même le tourisme est en baisse. Paris a connu son pire été depuis la guerre ! Tous les produits de consommation qui marchent viennent de l'étranger : nous ne savons même plus les fabriquer !

2013 sera une année de récession, comme 2012. Cinq ans après le début de la crise en été 2007 !

Notre sort est désormais entièrement entre les mains de l'étranger. Si l'Europe continue sa descente aux enfers, elle ne nous aidera pas. Aucune réforme n'a été faite au niveau mondial. Les causes de la crise sont toujours là, immuables et figées, sanctuarisées elles aussi par ceux à qui elles profitent.

Le seul espoir, c'est le cycle. On sait qu'après 5 à 6 ans de crise d'adaptation les forces de l'économie reprennent spontanément si on ne les étouffe pas.

Si l'économie mondiale repart,

Si l'Europe ne se disloque pas,

Si le déchaînement fiscal n'étouffe pas totalement la France,

Alors le marécage dans lequel on patauge connaîtra quelques vibrations positives.

Le bloc des fonctionnaires pourra pavoiser avec son chef : il aura pu comme dans les années 90 faire porter le gros du poids de la crise aux non fonctionnaires sans pratiquement rien changer des abus qui ruinent la France.

Mais l'Europe peut se disloquer.

Mais la récession peut s'aggraver ou s'éterniser à la mesure de la dette colossale qui pèse sur le monde et dont plusieurs milliers de milliards de dollars ne sont toujours pas recouvrables.

Alors la France figée dans sa graisse administrative, sa haine de l'entreprise, le boboïsme ambiant et le politiquement correct absolu de ses pseudos élites intellectuelles, sortira de l'histoire, vieux ballon crevé qui recevra tous les coups de pieds et de crampons du monde. Sa jeunesse aura été désespérée et le noyau dur de la nation détruit.

Rappelons ces faits aussi cruels que honteux :

- Les dépenses publiques dépasseront en 2012 et encore plus en 2013 le montant de la valeur ajoutée du secteur marchand.
- Il manque entre 5 et 10 millions d'emplois salariés privés en France.
- Notre dette publique est supérieure à 100% de la valeur ajoutée des entreprises du secteur marchand.

A fin 2012 cette situation se sera aggravée par rapport à 2011. En 2013 elle sera encore aggravée par rapport à 2012.

La victoire des fonctionnaires sera une victoire à la Pyrrhus. Peut-être vaudrait-il mieux que cette collectivité, ses syndicats et ses chefs commencent à comprendre qu'il est de leur intérêt bien compris de restructurer complètement l'immense bloc administratif français. Nous avons écrit en 1997 : "Fonctionnaires n'oubliez pas que si vous n'êtes pas en première ligne sur le front de la mondialisation vous serez en première ligne si l'Etat ruiné ne peut vous payer". Il suffit de regarder ce qui se passe en Grèce, en Espagne ou au Portugal pour le vérifier. M. Hollande et les énarques du PS vous ont laissé croire qu'en taxant les riches à mort vous éviteriez le pire. Et que leur ennemi était la finance. En fait vous êtes les compagnons de route de la finance internationale. L'un comme l'autre vous êtes des créanciers du système en grand danger de perdre votre mise.

Il faudra bien un jour que la classe des fonctionnaires comprenne qu'elle a besoin non pas d'un Draghi qui garantit leur paie mais au nominal, ou d'un Hollande, qui les protège mais au prix d'une

régression de leur niveau de vie, ni des Verts qui veulent installer leur décroissance sur des bases durables, mais d'un secteur productif fort et dynamique. Comme il ne peut l'être que si l'anomalie administrative française disparaît, son vrai combat devrait être de réussir sa restructuration pas de la bloquer.

Le PS est incapable de porter ce message que beaucoup plus de fonctionnaires que l'on croit sont à même de capter et de faire leur.

L'UMP le peut-il ?

Ce parti n'a pas plus compris que le PS dans les années 2000 qu'il fallait qu'il recompose entièrement sa philosophie politique. Il ne suffira pas d'attendre que la crise balaie à nouveau les équipes en place.

Le PS, faute d'avoir fait sa mue, se retrouve au pouvoir comme il était dans l'opposition : à côté de la plaque, hors sujet et finalement exclusivement préoccupé par la guerre de places et, pour le gagnant du loto électoral, par la com' chargée de maîtriser l'opinion publique pour durer le plus longtemps possible, à la tête d'une France qui se ridiculise à l'international et s'effondre à l'intérieur.

De même que le PS aurait du avoir un projet pour le secteur productif, l'UMP doit avoir un projet pour le secteur administratif. Ce n'est pas en annonçant une purge et des mesures draconiennes contre lui qu'on le rendra réceptif aux réformes nécessaires. Mais on lui montrant qu'il a un rôle éminent et des responsabilités fortes qui lui imposent des réformes certes considérables mais globalement positives et congruentes avec un sursaut national. Tout vaut mieux pour elle que de devenir une masse pléthorique, bloquée, démotivée et paupérisée, inutile voire néfaste à l'Etat, et à la Nation.